

Nationalisation d'ArcelorMittal : Réaction de Franck Leroy, Président de la Région Grand Est

Les salariés d'ArcelorMittal méritent mieux qu'une fausse promesse. La nationalisation n'est pas une stratégie industrielle : c'est une réponse politique opportuniste à une crise qui exige des choix industriels clairs et des décisions européennes courageuses.

La sidérurgie française a déjà connu cette voie. En 1982, l'État a repris la main. Deux ans plus tard, 33 000 emplois étaient supprimés et des usines fermées. Faire croire aujourd'hui qu'un changement d'actionnaire suffirait à protéger durablement les salariés, c'est irresponsable.

De Florange à Mouzon, en passant par Uckange et Yutz, ce sont des emplois, des savoir-faire et une part de notre souveraineté industrielle qui sont en jeu. Mais nationaliser ArcelorMittal ne fera pas disparaître les surcapacités chinoises, ne fera pas baisser le coût de l'énergie et ne financera pas par miracle les investissements nécessaires à la décarbonation.

La gauche choisit le slogan. Le Rassemblement national choisit l'ambiguïté en s'abstenant hypocritement. La sidérurgie mérite mieux que les postures des uns et les calculs des autres.

La vraie bataille se joue aussi à Bruxelles : protection du marché européen, clauses de sauvegarde, traçabilité de l'acier importé, lutte contre les contournements, mécanisme carbone aux frontières efficace, énergie compétitive. C'est ce que je porte auprès de la Commission européenne avec d'autres grandes régions sidérurgiques.

ArcelorMittal doit prendre ses responsabilités sur l'emploi et les investissements. L'État et l'Europe doivent prendre les leurs pour protéger une filière stratégique. La souveraineté industrielle ne se décrète pas dans un hémicycle : elle se construit par des actes, des investissements et un rapport de force européen.

Franck Leroy,
Président de la Région Grand Est